

Siebente Sitzung – Septième séance

Dienstag, 7. März 2017
Mardi, 7 mars 2017

08.00 h

15.050

Für Ernährungssicherheit. Volksinitiative

Pour la sécurité alimentaire. Initiative populaire

Differenzen – Divergences

Nationalrat/Conseil national 09.03.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 09.03.16 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 29.11.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 13.12.16 (Frist – Délai)

Nationalrat/Conseil national 07.03.17 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 14.03.17 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 14.03.17 (Schlussabstimmung – Vote final)

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Wir befinden uns in der Differenzbereinigung und behandeln nun wiederum die Vorlage, die der Ständerat als Zweitrat in der vergangenen Wintersession beraten hat. Der Ständerat hat neu einen direkten Gegenentwurf zur Volksinitiative beschlossen. Deshalb führen wir hier eine Debatte über Eintreten auf den Gegenentwurf, die Vorlage 2, durch. Im Rahmen der Eintretensdebatte behandeln wir auch den Antrag der Minderheit Aeschi Thomas und die Einzelanträge Dettling und Wasserfallen.

Lüscher Christian (RL, GE), pour la commission: L'initiative populaire "pour la sécurité alimentaire" a été déposée le 8 juillet 2014, munie de 147 812 signatures. Le Conseil fédéral a reconnu dès son dépôt la nécessité de compléter la Constitution fédérale par un article sur la sécurité alimentaire. Il a proposé, au début 2015, un contre-projet direct. Mais, à la suite de la consultation, et en raison de diverses critiques, le contre-projet a été abandonné. Notre conseil, en tant que premier conseil, s'est prononcé le 9 mars 2016 en faveur de l'initiative sur la sécurité alimentaire, par une courte majorité de 91 voix contre 83 et 19 abstentions.

Le Conseil des Etats, en tenant compte de l'initiative sur la sécurité alimentaire, mais aussi, de manière indirecte, des autres initiatives en relation avec la production alimentaire – on pense à l'initiative populaire "pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques", la "Fair-Food-Initiative", ainsi qu'à l'initiative populaire "pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous" –, est entré en matière sur un contre-projet direct, par 36 voix contre 6 et aucune abstention, et a accepté, le 29 novembre 2016, par une forte majorité de 38 voix contre 4 et aucune abstention, le contre-projet direct qui s'inspire de celui du Conseil fédéral du début 2015. Le Conseil des Etats a en outre pris en considération les principales critiques qui avaient été évoquées lors de la procédure de consultation.

Le 24 janvier dernier, notre commission de l'économie et des redevances est également entrée en matière sur ce contre-projet, par 21 voix contre 2 et aucune abstention; et elle a

soutenu, par 20 voix contre 1 et 3 abstentions, le contre-projet direct, tel qu'il a été adopté par le Conseil des Etats.

Il est prévu d'introduire, par ce contre-projet, un nouvel article 104a sur la sécurité alimentaire dans la Constitution fédérale. Cette numérotation rejoint l'approche des auteurs de l'initiative et n'est pas le fruit du hasard. L'article sur la sécurité alimentaire est complémentaire à l'article 104 sur l'agriculture accepté par le peuple en 1996. Il ne remet pas en cause cet article 104. Au contraire, il renforce le rôle multifonctionnel de l'agriculture, en attribuant à la production agricole de notre pays un rôle central dans le cadre de notre sécurité alimentaire.

Ce nouvel article 104a apporte premièrement un complément à l'article 102 sur l'approvisionnement du pays en ciblant un bien vital – les denrées alimentaires – et en ne se limitant pas uniquement à des mesures à prendre en période de crise. Deuxièmement, il complète l'article 75 sur l'aménagement du territoire, en mettant en évidence la préservation des terres agricoles dans notre pays. La place dans la Constitution de cet article 104a est par conséquent juridiquement fondée.

Ce contre-projet élargit le champ d'action de l'initiative "pour la sécurité alimentaire" et consacre le concept "de la fourche à la fourchette". Il introduit les importations et les relations commerciales transfrontalières comme étant des éléments de la sécurité alimentaire. C'est une réalité: une part de notre approvisionnement en denrées alimentaires – actuellement environ 40 pour cent – est assurée par des importations. Ensuite, le contre-projet intègre, en plus de la production, toute la chaîne alimentaire, jusqu'au consommateur. C'est une évidence: il faut, pour assurer notre sécurité alimentaire, produire des denrées, les transformer, les commercialiser et aussi pouvoir les consommer, en évitant de les gaspiller.

Passons rapidement en revue le texte du contre-projet. D'abord, la disposition précise que la Confédération doit assurer que l'approvisionnement de denrées alimentaires à la population soit suffisant; tel est le mandat constitutionnel. Pour ce faire, la Confédération doit créer les conditions prévues à l'article 104a lettres a à e.

A la lettre a, il est question de préserver des bases de production. Par bases de production, on entend en priorité des entreprises agricoles familiales capables d'exploiter l'ensemble du territoire agricole de notre pays et un niveau de connaissances et de savoir-faire élevé. La notion de "terres agricoles" comprend les terres ouvertes, les prairies, les cultures pérennes et aussi les surfaces d'estivage.

A la lettre b, une production de denrées alimentaires adaptée aux conditions locales et utilisant les ressources naturelles de manière efficiente est visée. La notion "adaptée aux conditions locales" est importante. Elle met en évidence une adaptation aux conditions climatiques et topographiques et aux savoir-faire locaux. L'utilisation efficiente des ressources naturelles doit permettre de préserver la fertilité des sols, la qualité de l'eau et de l'air, la biodiversité à long terme et également le bien-être animal. Cette approche doit se baser sur le principe de l'intensification durable. Il faut produire plus avec moins d'intrants, en particulier par une utilisation judicieuse des engrais de ferme, en fermant le cycle de l'azote, par une sélection animale favorisant les races qui mettent en valeur de façon optimale les fourrages grossiers ou encore par une sélection végétale favorisant les espèces résistantes et adaptées aux conditions locales.

L'agriculture devra aussi utiliser les nouvelles méthodes technologiques, par exemple le "smart farming". Seule une production indigène répondant aux principes du développement durable peut assurer à long terme la sécurité de l'approvisionnement.

La lettre c vise à assurer une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché. C'est une évidence. Répondre aux exigences du marché, c'est produire des quantités à un niveau de qualité correspondant aux attentes des consommateurs pour des produits régionaux et nationaux. Il faut évidemment trouver, pour répondre aux exigences du marché, un juste équilibre entre la sauvegarde du portemonnaie du consommateur et celle du producteur, qui doit pouvoir maintenir son exploitation pour répondre à

la mission constitutionnelle. De même, la liberté de choix du consommateur doit être prise en compte dans la production et le traitement des denrées alimentaires.

La lettre d prévoit des relations commerciales transfrontalières – c'est probablement ce qui distingue le plus le contre-projet de l'initiative – qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire. De bonnes relations commerciales transfrontalières sont nécessaires, notamment pour importer les moyens de production non disponibles en Suisse. Elles doivent aussi rendre possible l'importation de denrées alimentaires ne pouvant pas être produites en Suisse ou en quantités insuffisantes. Mais elles doivent aussi permettre un développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire, en Suisse comme à l'étranger.

Comme je l'ai déjà mentionné, la production indigène n'est pas à même d'assurer à cent pour cent un autoapprovisionnement alimentaire de notre pays. Mais il a été dit en commission par ceux qui portent le contre-projet que la production indigène devait rester le pilier principal de notre sécurité alimentaire, alors que les importations devaient être vues comme un complément, le tout dans le respect des intérêts des producteurs, mais aussi des consommateurs.

Le développement durable doit être considéré sous les trois aspects suivants: écologie, situation sociale et situation économique. Un développement durable de l'agriculture ne peut avoir lieu que si la population agricole est placée dans une situation qui lui permet d'assurer la continuité de son exploitation. C'est la raison pour laquelle un renforcement de la stratégie axée sur la valeur ajoutée des denrées alimentaires sera à l'avenir de plus en plus important, de même qu'il faudra veiller à une répartition équitable de cette plus-value entre les acteurs de la filière agroalimentaire, une fois encore en tenant compte des exigences du marché et des intérêts des consommateurs.

La lettre e vise une utilisation des denrées alimentaires qui préserve les ressources naturelles, dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Même si certains craignent de voir dans cette disposition un programme éducatif imposé par la Confédération, les consommateurs ont aussi leur responsabilité dans le cycle de la sécurité alimentaire. Pas loin d'un tiers des aliments finissent à la poubelle en Suisse, et les auteurs du contre-projet estiment que la prise en compte du gaspillage alimentaire permet de tenir compte d'une préoccupation majeure dans le domaine de la sécurité alimentaire. En fonction des évolutions nationales et internationales, le Conseil des Etats, par sa très claire majorité, a voulu indiquer qu'il nous appartenait de garantir la sécurité alimentaire des générations futures. Ce nouvel article constitutionnel donne aussi des perspectives d'avenir aux familles paysannes et au secteur agroalimentaire de notre pays, qui doivent contribuer de manière prioritaire – cela a été dit – à notre sécurité alimentaire.

Au nom de la majorité de notre commission, et en tenant compte du fait que l'Union suisse des paysans a annoncé qu'elle allait retirer son initiative en cas d'acceptation du contre-projet, je vous recommande de soutenir ce contre-projet direct à l'initiative "pour la sécurité alimentaire".

Au sujet de la proposition défendue par la minorité Aeschi Thomas, sur laquelle ce dernier s'exprimera tout à l'heure, elle a été rejetée par 18 voix contre 7. On essaie de réintroduire la teneur de l'article 121a de la Constitution par la petite porte, dans une disposition qui n'a strictement rien à voir avec l'immigration. Cet alinéa n'apporte strictement rien, et cela crée une divergence inutile avec le Conseil des Etats. C'est la raison pour laquelle la majorité de la commission vous recommande de rejeter cette proposition.

Je conclus en vous disant qu'il y a deux propositions individuelles. Ces propositions n'ont pas été traitées en commission, de sorte qu'en tant que représentant de la majorité je renonce à m'exprimer sur celles-ci.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Wir diskutieren hier eine Änderung der Bundesverfassung. Sie erinnern sich: Am 9. März 2016 setzten wir uns zum ersten Mal mit der Volksinitiative "für Ernährungssicherheit" auseinander. Damals be-

schloss der Nationalrat nach ausführlicher Debatte, der Kommissionsminderheit zu folgen und die Initiative mit 91 zu 83 Stimmen bei 19 Enthaltungen zur Annahme zu empfehlen.

Heute diskutieren wir einen direkten Gegenvorschlag zu dieser Initiative. Der Ständerat und die WAK des Nationalrates empfehlen Ihnen mit grossem Mehr, diesen anstelle der Initiative zu unterstützen. Ich werde Ihnen nun die Entstehungsgeschichte dieses Gegenvorschlages erklären und ausführen, wie die neue Verfassungsbestimmung, die wir jetzt diskutieren, aus Sicht des Ständerates und aus Sicht der WAK-NR genau zu verstehen ist.

Das Ziel der Volksinitiative "für Ernährungssicherheit", die am 8. Juli 2014 mit 147 812 gültigen Unterschriften eingereicht worden war, ist es ja, die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln aus vielfältiger und nachhaltiger einheimischer Produktion zu stärken. Wichtig ist zu wissen, dass der Bundesrat noch vor jener Debatte hier im Nationalrat die Initiative zwar abgelehnt hatte, aber einen direkten Gegenentwurf dazu in Erwägung gezogen hatte. Er sah den Bedarf, den Aspekt der Ernährungssicherheit in die Verfassung aufzunehmen, als gegeben an. Er schlug vor, mit einem neuen Artikel 102a zugunsten der Ernährungssicherheit ein umfassendes und ausgewogenes Gesamtkonzept in der Verfassung zu verankern. Dieses sollte den Handel mit Lebensmitteln ebenso stark betonen wie deren Produktion im Inland. Dieser bundesrätliche Gegenentwurf stiess aber auf wenig Zuspruch in der Vernehmlassung. Die Notwendigkeit für einen neuen Verfassungsartikel wurde mehrheitlich verneint. Deshalb liess der Bundesrat die Idee des Gegenvorschlages fallen.

Nachdem wir im Nationalrat die Empfehlung auf Annahme der Initiative beschlossen hatten, beschäftigte sich die WAK des Ständerates damit, und das tat sie sehr ausführlich. Nicht weniger als vier Sitzungen verbrachte sie mit diesem Geschäft. Sie nahm eine Gesamtschau vor, und sie betrachtete die Initiative nicht für sich alleine, sondern vor dem Hintergrund, dass noch drei weitere Volksinitiativen im Landwirtschaftsbereich auf dem Tisch liegen, die zum Thema Landwirtschaft eingereicht wurden: namentlich die Fair-Food-Initiative, die Initiative "für Ernährungssouveränität" und die Hornkuh-Initiative.

Die WAK-SR liess sich von der Verwaltung einen Bericht zur Auslegeordnung erarbeiten, führte Anhörungen durch und kam schliesslich zum Schluss, dass es doch sinnvoll wäre, einen direkten Gegenvorschlag zu zimmern, so, wie das ursprünglich der Bundesrat getan hatte. Es bestehe Handlungsbedarf, sagte die WAK-SR, denn die Sensibilität für Ernährungssicherheit und einen schonenden Umgang mit allen Ressourcen sei in der Bevölkerung gewachsen. Ein Gegenentwurf könne zudem, so die WAK-SR, bei diesen vier Volksinitiativen, die sich teilweise überlappen oder widersprechen, auch Klarheit schaffen und die Haltung des Parlamentes zum Ausdruck bringen. Schliesslich präsentierte die WAK-SR – das Stimmenverhältnis betrug 11 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen – den Gegenentwurf, der Ihnen mit der Fahne nun vorliegt.

Mit diesem Gegenentwurf verfolgt die ständerätliche Kommission das Ziel, dass der mit der Agrarpolitik 2014–2017 eingeschlagene Weg weitergeführt wird, dass kein Protektionismus festgeschrieben wird, dass die ganze Kette der Ernährungswirtschaft abgebildet wird. Zudem soll erwirkt werden, dass Produktions- und Konsumverhalten zu Nachhaltigkeit führen, ohne dass die Konsumentinnen und Konsumenten bevormundet werden. Die ständerätliche Kommission versteht Artikel 104a als Gesamtkonzept. Der Kommissionssprecher des Ständerates sagte, der Gegenentwurf stehe "für eine nachhaltige und vorrangige Inlandproduktion. Er ist ausgerichtet auf die gesamte Wertschöpfungskette und auf den Markt, also auf den ganzen Bereich vom Boden bis zum Teller. Er ist offen für grenzüberschreitende Handelsbeziehungen, zum Nutzen und im Interesse der Landwirtschaft, der vor- und nachgelagerten Betriebe und der Konsumentinnen und Konsumenten." (AB 2016 S 901).

Der Ständerat nahm diesen Gegenvorschlag dann mit 38 zu 4 Stimmen deutlich an. Dann kam die WAK-NR; sie beugte sich schliesslich am 24. Januar über diesen neu vorgeschla-

genen Verfassungstext und beschloss mit 20 zu 1 Stimmen bei 3 Enthaltungen ebenfalls, diesen Gegenvorschlag der Initiative vorzuziehen.

Welche Überlegungen haben die WAK-NR bewogen, diesen Gegenvorschlag zur Initiative, die Sie ja zur Annahme empfohlen haben, vorzuziehen?

1. Beide Kommissionen und der Bundesrat hatten klar festgehalten, dass diese neue Verfassungsbestimmung keine Gesetzesänderungen auslösen wird. Die Agrarpolitik wird in ihrer bisherigen Ausrichtung weitergeführt werden. Es wird auch kein neuer Subventionstatbestand geschaffen.

2. "Ernährungssicherheit" ist ein Begriff, der in Anbetracht wachsender globaler Nachfrage nach Lebensmitteln eine Umschreibung in der Verfassung verdient.

3. Der Gegenvorschlag korrigiert wesentliche Mängel des Initiativtextes. Die Übergangsbestimmung und der Absatz betreffend administrativen Aufwand sind nicht mehr enthalten.

4. Der Begriff "Ernährungssicherheit" wird klarer umschrieben. Nicht nur die inländische Produktion soll dazu beitragen, sondern explizit auch der Handel.

5. Der Handel soll sich fair entwickeln: "Grenzüberschreitende Handelsbeziehungen, die zur nachhaltigen Land- und Ernährungswirtschaft beitragen, sollen gefördert werden." Diese Formulierung ist auch ein Entgegenkommen an die Initiantinnen und Initianten der Fair-Food-Initiative.

6. Die inländische Lebensmittelproduktion soll gemäss Buchstabe b "standortangepasst und ressourceneffizient" sein. Über diese Ausdrücke wurde viel diskutiert. Es ist deshalb wichtig, dass ich zitiere, was die WAK-SR darunter versteht: "Die Landwirtschaft soll nicht intensiviert sein, die Belastung der natürlichen Ressourcen soll nicht zunehmen. Unter standortangepasster Produktion ist einerseits die Ausnutzung des agronomischen Potenzials für die Lebensmittelproduktion zu verstehen. Andererseits wird damit zum Ausdruck gebracht, dass sich die Produktion innerhalb der ökologischen Grenzen bewegen soll bzw. die Tragfähigkeit der Ökosysteme nicht überbelastet werden darf. Eine Verbesserung der Ressourceneffizienz soll dazu beitragen, die Beanspruchung der Ressourcen und die Emissionen in die Umwelt unter Erhaltung des Beitrags der Inlandproduktion zur Versorgungssicherheit zu reduzieren." Die WAK-NR stützt diese Auslegung der Begriffe ausdrücklich.

7. In diesen neuen Gegenvorschlag soll der Aspekt Food Waste aufgenommen werden. Nahrungsmittelverschwendung soll verhindert werden. Einen ressourcenschonenden Umgang mit Lebensmitteln verlangt diese Initiative. Das ist auch ein Entgegenkommen an die Initiantinnen und Initianten der Fair-Food-Initiative.

8. Das war auch wichtig für unsere Erwägungen: Während der Debatte hat der Präsident des Schweizerischen Bauernverbandes als Absender der eidgenössischen Volksinitiative "für Ernährungssicherheit" explizit zugesichert, dass die Initiative zurückgezogen wird, sobald der Gegenvorschlag in der Schlussabstimmung angenommen wird. Die nötige Zahl Unterschriften aus dem Initiativkomitee sei bereits eingeholt, wurde uns versichert.

Aus diesen acht Gründen empfehlen wir als grosse Mehrheit der WAK-NR Ihnen, diesen Gegenvorschlag der Initiative vorzuziehen.

Für die kleine Minderheit, die sich gegen diesen Gegenvorschlag ausgesprochen oder sich enthalten hat, ist der bestehende Landwirtschaftsartikel, Artikel 104, ausreichend. Die Minderheit sieht eine Verfassungsänderung nicht für nötig an.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Kollege Jans, ich habe eine Frage. Die Anforderung der Einheit der Materie ist in diesem Artikel ja sehr weit gefasst. Ich habe eine Frage zu allen Literae: Könnten Sie als Kommissionssprecher dem Rat noch erklären, ob der Gegenvorschlag Auswirkungen auf irgendwelche Gesetzgebungen, Subventionstatbestände, namentlich den Schutz des Kulturlandes hat? Bedeutet dann dieser Artikel in der Verfassung zum Beispiel, dass das Kulturland gegenüber dem Gewerbe-, Dienstleistungs- oder Industrie- oder Wohnzonenland Vorrang hat? Ich möch-

te dazu etwas wissen. Ich habe bis jetzt überhaupt nichts dazu gehört, was das für Auswirkungen hat.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Ich weiss nicht, ob ich vergessen habe, das zu sagen. Bei mir war das der erste Punkt, der die WAK bewogen hat, diesen Gegenvorschlag vorzuziehen: Beide Kommissionen und der Bundesrat hatten klar festgehalten, dass diese neue Verfassungsbestimmung keine Gesetzesänderungen auslösen wird. Die Agrarpolitik wird in ihrer bisherigen Ausrichtung weitergeführt. Es wird auch kein neuer Subventionstatbestand geschaffen. Dasselbe gilt für die Raumplanungspolitik. Dieser Verfassungsartikel wird per se keine eigene Gesetzgebungstätigkeit auslösen.

Aeschi Thomas (V, ZG): Worum geht es bei diesem neuen Verfassungsartikel 104a, "Ernährungssicherheit"? Es geht grundsätzlich um den Selbstversorgungsgrad. Was wurde in diesem Verfassungsartikel bisher berücksichtigt? Einzig die Produktionsseite. Es wurde einzig geregelt, dass die Grundlagen für die landwirtschaftliche Produktion gesichert sein sollten. In Buchstabe b spricht man von Lebensmittelproduktion, und dann spricht man auch noch von den grenzüberschreitenden Handelsbeziehungen. Sie sehen, in diesem Verfassungsartikel ist nur die Produktionsseite geregelt worden.

Wenn man aber über die Versorgungssicherheit spricht, sollte man auch darüber sprechen, wie viele Konsumentinnen und Konsumenten überhaupt die produzierten Lebensmittel konsumieren. Dann geht es eben darum, wie viele Personen Jahr für Jahr in die Schweiz einwandern sollen, wie hoch die Zuwanderung in dieses Land sein soll. In diesem Sinne möchte ich hier schon auch an die FDP- und CVP-Bauernvertreter appellieren. Sie haben uns bei der Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative überhaupt nicht geholfen, endlich die Zuwanderung in die Schweiz begrenzen zu können. Stattdessen müssen wir davon ausgehen, dass weiterhin Jahr für Jahr bis zu 80 000 oder noch mehr Personen in die Schweiz einwandern werden. Entsprechend wird auch der Selbstversorgungsgrad tiefer sein, weil eben mehr Personen die Lebensmittel konsumieren.

In diesem Sinne bitte ich Sie hier, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen und dafür zu sorgen, dass Artikel 121a der Bundesverfassung wortgetreu umgesetzt wird.

Walter Hansjörg (V, TG): Wir stehen vor der grossen Herausforderung, die Ernährung der wachsenden Weltbevölkerung sicherzustellen. Die Versorgung mit Lebensmitteln ist und bleibt eine immense Aufgabe für die Landwirtschaft. Bevölkerungswachstum, Klimawandel und immer volatilere Märkte sind nur einige der kritischen Faktoren, die uns bewusst werden lassen, dass Ernährungssicherheit keine Selbstverständlichkeit ist. Die Schweizer Landwirtschaft will ihre Verantwortung wahrnehmen und selbst zur Ernährungssicherheit der Schweizer Bevölkerung beitragen. Wir verfügen über fruchtbares Land und sehr gutes agronomisches Wissen. Dieses Potenzial muss genutzt werden.

Die Initiative der Schweizer Landwirtschaft hat die wichtige Diskussion über die Ernährungssicherheit ausgelöst. Der Bundesrat und der Ständerat kommen zum Schluss, dass diesbezüglich eine Verfassungslücke zu schliessen ist. Mit Artikel 104a soll die Ernährungssicherheit in der Bundesverfassung verankert werden. Im Gegensatz zur Initiative umfasst der Gegenvorschlag die gesamte Ernährungswirtschaft von der Produktion über die Verarbeitung und den Detailhandel bis zum Konsumenten. Er berücksichtigt auch die Tatsache, dass die Schweiz die Versorgung mit Importen ergänzen muss.

Ich nehme zu den einzelnen Abschnitten Stellung:

Buchstabe a: Die Sicherung des Kulturlandes ist nicht mit der Raumplanung zu verwechseln. Innerhalb der landwirtschaftlichen Flächen ist die Bodenfruchtbarkeit zu erhalten, Stichworte sind Schutz vor Erosion, Vernässungen, Waldzuwachs und Unterhalt der Meliorationen.

Buchstabe b verlangt eine standortangepasste und ressourceneffiziente Lebensmittelproduktion in der Schweiz. Dies bedeutet eine Produktion, die an die klimatischen und topo-

grafischen Bedingungen angepasst ist. Standortangepasst heisst für uns auch, das agronomische Potenzial der Schweiz auszuschöpfen. Die Schweiz verfügt über fruchtbare Böden und genug Wasser. Somit können wir ressourcenschonend Lebensmittel produzieren.

Zu Buchstabe c: "Eine auf den Markt ausgerichtete Land- und Ernährungswirtschaft" heisst, die Potenziale der Märkte im In- und Ausland zu nutzen und mit den Produkten an den Märkten eine faire, gute Wertschöpfung zu generieren.

Zu Buchstabe d: "Grenzüberschreitende Handelsbeziehungen" tragen mit ergänzenden Produktionsmitteln für die Landwirtschaft, z. B. Futtermittel für die Veredelungsproduktion, zur Versorgungsautonomie bei. Der Vollständigkeit halber werden ebenfalls Importe von Lebensmitteln erwähnt, welche in der Schweiz nicht oder in ungenügender Menge hergestellt werden können. Ich zitiere aus dem Bericht der WAK-SR: "Der Bedarf an Lebensmitteln wird in der Schweiz primär über die Inlandproduktion sichergestellt."

Zu Buchstabe e: Ein ressourcenschonender Umgang mit Lebensmitteln rechtfertigt auch eine effizientere Rückführung in den Fütterungs- und Energiekreislauf.

Ich fasse zusammen: Die Inlandproduktion gilt als Hauptpfeiler der Ernährungssicherheit der Schweiz. Der Gegenvorschlag fordert eine ressourceneffiziente Produktion in der Schweiz und bevorzugt Importe von nachhaltig hergestellten Produkten. Der Schutz des Kulturlandes zugunsten der Lebensmittelproduktion wird gestärkt.

Nun noch zum Antrag der Minderheit Aeschi Thomas: Die Verfassungsergänzung will die Produktions- und Ernährungssicherheit stärken und nicht den Verbrauch über die Nachfrage reduzieren. Zum vorliegenden Einzelantrag Dettling: Da bin ich gespannt auf die Äusserungen von Herrn Bundesrat Schneider-Ammann. Ich bitte Sie auch, den Einzelantrag Wasserfallen abzulehnen, denn es geht hier wirklich darum, dass auch die Konsumenten in die Pflicht genommen werden.

Die SVP-Fraktion unterstützt den Gegenvorschlag, und ich bitte Sie, diesem ebenfalls zuzustimmen.

Page Pierre-André (V, FR): En complément de l'intervention de Monsieur Walter, je me permets d'insister sur certains points essentiels de ce contre-projet et de son interprétation. Je rappelle mes liens d'intérêts, je suis paysan producteur de lait, de betteraves à sucre, de colza et de différents céréales dans le canton de Fribourg. J'ai donc un lien direct avec cette problématique.

Le contre-projet met en évidence l'approvisionnement de notre population en denrées alimentaires. La production indigène doit ainsi être la première mesure pour assurer la sécurité alimentaire de la Suisse. Ce principe de base a été clairement formulé dans le cadre du rapport de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats, et également par Monsieur le conseiller fédéral Schneider-Ammann lors de son intervention devant ce même conseil.

Dans le même sens, le contre-projet reprend l'objectif principal de l'initiative "pour la sécurité alimentaire", qui demande un renforcement de la production indigène. Il élargit cependant l'approche en intégrant toute la filière, de la fourche à la fourchette.

L'article 104a lettre a veut préserver les terres agricoles. Il s'agit de toutes les terres agricoles, des terres noires maraîchères aux surfaces d'estivage situées à plus de 2000 mètres. Dans le rapport de la commission du Conseil des Etats, il est précisé, à juste titre, que la compétence de l'application de l'aménagement du territoire restait du ressort des cantons.

La lettre b renforce le principe d'une agriculture multifonctionnelle et diversifiée.

La lettre c vise une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché. Il s'agit avant tout de répondre aux attentes des consommateurs qui souhaitent des produits de haute qualité, avec une traçabilité fiable. Il est également primordial pour la filière d'avoir une répartition équilibrée de la valeur ajoutée, tenant compte des coûts de chacun. Il faut également une équité dans la filière de production alimentaire dans notre pays.

Comme il est mentionné à la lettre d, notre approvisionnement en denrées alimentaires dépend aussi de bonnes relations transfrontalières.

Nous savons tous qu'un taux d'autoapprovisionnement de cent pour cent n'est pas possible dans notre pays. Ces relations commerciales transfrontalières doivent permettre un développement durable de notre agriculture, mais aussi de l'agriculture des pays d'où proviennent nos importations, un développement durable avec ces trois dimensions: sociale, économique et écologique.

Ce contre-projet nous permettra de lutter contre le dumping des prix, mais aussi contre le dumping en matière de respect de l'environnement. Je le rappelle: la production indigène doit être la première mesure; on consomme d'abord ce qui pousse dans son jardin avant d'aller s'approvisionner à l'extérieur. Les mesures de protection à la frontière, telles qu'elles sont notifiées dans les accords de l'Organisation mondiale du commerce doivent être maintenues.

La lettre e doit se concrétiser par une prise de conscience de toute la filière, des producteurs aux consommateurs. Je n'ai, comme paysan, aucune satisfaction à voir le résultat de mon travail finir dans une poubelle. Il est important de redonner une meilleure valeur à ce que l'on consomme chaque jour en respectant le travail de tous les acteurs de la filière.

J'ajouterai un mot sur la simplification administrative qui fait l'objet du deuxième paragraphe de l'initiative "pour la sécurité alimentaire". Ce principe n'est pas repris dans le contre-projet direct, mais il constitue pourtant une forte préoccupation pour le monde agricole. Monsieur le Conseiller fédéral Schneider-Ammann a reconnu cette problématique. Elle ne concerne d'ailleurs pas uniquement l'agriculture. Il sera primordial, dans le cadre de la future politique agricole, d'adopter des améliorations concrètes dans ce domaine. Nous resterons très attentifs à cette problématique.

En conclusion, je vous recommande de soutenir ce contre-projet direct à l'initiative "pour la sécurité alimentaire".

Schelbert Louis (G, LU): Die grüne Fraktion befürwortet die Ziele, die mit dem vorliegenden Gegenentwurf verfolgt werden, und tritt einstimmig auf diesen ein. Die Bundesverfassung würde durch einen in sich stimmigen Artikel zur Ernährungssicherheit ergänzt.

Das Thema ist die Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln. Diese basiert zu einem grossen Teil auf Produktion im Inland; ohne Lebensmittelimporte ginge es indessen nicht. Den umfassenden Ansatz halten wir für verfassungswürdig. Der Ständerat hat in unseren Augen hier gute Arbeit geleistet.

Der neue Artikel will die Versorgung auf nachhaltiger Basis sicherstellen. Das entspricht den Zielen der Grünen. Buchstabe a sichert die landwirtschaftlichen Produktionsgrundlagen, namentlich das Kulturland, aber selbstverständlich gehören auch Wasser, Luft und weitere Produktionsfaktoren inklusive das Wissen und Können der Bauernsamen dazu. Besonders hervorgehoben wird der Schutz des Kulturlandes. Das ist nicht nur gerechtfertigt, das ist bitter nötig. Der Kulturlandverlust ist zum grössten Teil unumkehrbar, das Siedlungsgebiet ist enorm gewachsen. Hier braucht die Schweiz ein Umdenken. Die Jungen Grünen haben eine Volksinitiative zum Schutz des Kulturlandes und gegen die fortschreitende Zersiedelung mit sinnvollen und machbaren Vorschlägen eingereicht.

Buchstabe b bereitet uns Grünen zuerst Bauchweh, denn es gibt unterschiedliche Auslegungen des Begriffs Ressourceneffizienz. Die Verwaltung hat aber die von uns gestellten Fragen zufriedenstellend beantwortet. Es geht letztlich um die Schonung der Umwelt und ihrer Ressourcen. Gleich erklärte sich der Ständerat und gerade eben auch die Kommission. Wir Grünen sind deshalb einverstanden und verzichten auf den Antrag, den Begriff "ressourceneffizient" durch den Begriff "ressourcenschonend" zu ersetzen. Standortangepasste Produktion von Lebensmitteln meint nicht nur Pflanzen, sondern auch Tiere. Das ist insbesondere im Hügel- und Berggebiet wichtig. Besondere Förderung verdient das, was sich mit den topografischen Verhältnissen auch verträgt. Wir

Grünen freuen uns, dass Buchstabe b von der Inlandproduktion verlangt, dem Nachhaltigkeitsprinzip gerecht zu werden. Auch zu Buchstabe c hat die Verwaltung erhellende Erklärungen abgegeben. Eine "auf den Markt ausgerichtete" Produktion stellt die Wünsche der Konsumentinnen und Konsumenten in den Vordergrund, wurde ausgeführt. Das wollten wir hören! Es ist möglich, dass die Produktion mit dem technologischen Fortschritt in Zukunft noch etwas zunimmt. Eine Steigerung darüber hinaus kommt für die Grünen aber nicht infrage. Sie wäre nur mit zusätzlicher Intensivierung zu erreichen. Der Einsatz von synthetischem Dünger, von Kraftfutter und Pflanzenschutzmitteln hat die Grenze des Verträglichen aber bereits überschritten. Eine weitere Intensivierung lehnen wir ab, und der Bundesrat hätte weder von der Bevölkerung noch von der Verfassung her eine Legitimation zu einer solchen Politik, im Gegenteil.

Buchstabe d trägt dem Umstand Rechnung, dass die Schweiz Lebensmittel importieren muss. Schon lange arbeiten wir Grünen darauf hin, dass der Handel seinen Beitrag für die Entwicklung einer nachhaltigen Produktion leistet. Die Schweiz ist auch international in der Verantwortung. Die Fair-Food-Initiative der Grünen macht konkrete Vorschläge, sie wird derzeit in der WAK-NR beraten. Die Importe dürfen nicht zulasten der Bäuerinnen und Bauern in anderen Ländern und nicht auf Kosten einer hohen Umweltbelastung und des Tierwohls gehen. Die globale Landwirtschaft kann und muss ökologischer werden. Da hat die Schweiz noch einen ganzen Strauss an Aufgaben zu lösen. Wir Grünen würden es begrüßen, wenn die Schweiz den Exporten aus den am wenigsten entwickelten Ländern besondere Erleichterungen gewähren und sich im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit dafür engagieren würde, eine nachhaltige Landwirtschaft in diesen Ländern aufzubauen. Die Fair-Food-Initiative hat wichtige Vorarbeiten dafür geleistet. Die Initiative entspricht den Forderungen im Weltagrarbericht und den Nachhaltigkeitszielen der Uno, die auch die Schweiz unterzeichnet hat. Die Zukunft liegt im nachhaltigen, fairen Handel. Davon profitieren die Menschen vor Ort und in der Schweiz.

Buchstabe e schliesslich zielt auf einen sorgfältigeren Umgang mit den Lebensmitteln. Das ist ein Element, das auch in der Fair-Food-Initiative enthalten ist. Viel von der Verschwendung fällt bei der Lagerung und beim Transport an. Dieses Problem zu lösen ist eine grosse Aufgabe. Wichtig ist auch, dass die Konsumentinnen und Konsumenten sensibilisiert und informiert werden. Mit den Detaillisten sind Konzepte zu entwickeln, damit Lebensmittel mit ablaufendem Verkaufsdatum nicht vernichtet, sondern genutzt werden können. Gegenwärtig ist eine Petition des WWF hängig, die ein offizielles Ziel verlangt: Bis 2025 sollen die Lebensmittelverluste um 50 Prozent gesenkt werden. Wir Grünen erwarten, dass sie in den Räten gute Aufnahme findet und dass der nicht begründete Einzelantrag, der heute auf unseren Tisch geflattert ist, diesen Buchstaben e zu streichen, klar abgelehnt wird.

Nun gibt es noch eine Minderheit Aeschi Thomas. Der Antrag hat mit dem Verfassungsartikel bestenfalls einen indirekten Zusammenhang und wirkt auf uns von daher beliebig und willkürlich. Die Grünen lehnen ihn ab.

Aus Kreisen der SVP gibt es auch noch einen Einzelantrag. Er will den Schwerpunkt auf die inländische Produktion legen. Der Antrag passt nicht in das Konzept des Verfassungsartikels. Dieser hat die gesamte Ernährungssituation zum Thema, er bringt Produktion und Ökologie, Inlandproduktion und Importe auf sinnvolle Art zusammen. Wir haben es bei Buchstabe c ausgeführt: In ökologischer Hinsicht hat die Schweiz grosse Defizite, ich nenne Grundwasser, überdüngte Mittellandseen, Bodenvergiftung, Luftverschmutzung. Bei Nitrat, Phosphor oder Pestiziden sehen wir enormen Handlungsbedarf, ebenso bei Bodenqualität und Biodiversität. Auch beim Tierwohl sind Verbesserungen nötig. Die Grünen stehen hinter der Agrarpolitik, wie sie das Parlament 2013 für die Jahre 2014 bis 2017 beschlossen und diese Session für die Jahre 2018 bis 2021 bestätigt hat. Darin sind Ziele formuliert. Jetzt geht es darum, diese Ziele zu erreichen, ja, sie erreichen zu wollen. Nachlassen ist nicht erlaubt, die Bemühungen sind vielmehr zu verstärken. Deshalb lehnen wir Grünen diesen Einzelantrag ab.

Zum Schluss noch zwei Bemerkungen. Ein offenes Problem war letztes Jahr noch die Verlängerung des Gentechnik-Moratoriums. Diese Frage wird nun gelöst. Die zweite Bemerkung: Die Grünen haben sich damals im Nationalrat bei der Abstimmung über die Ernährungssicherheits-Initiative der Stimme enthalten. Wir wollten damit einen Beitrag leisten, dass sich Bauernschaft und Umweltorganisationen finden, statt zu streiten. Mit dem Gegenvorschlag ist dies nun so weit geglückt, dass beide Seiten mit dem Verfassungstext des Gegenvorschlages leben können. Wir denken, dass wir Grünen mit unserer Haltung einen Beitrag dazu geleistet haben.

Die grüne Fraktion beantragt, auf die Vorlage einzutreten und ihr ohne Änderungen zuzustimmen.

Feller Olivier (RL, VD): Le contre-projet qui nous est présenté aujourd'hui traduit la volonté de consacrer à la sécurité alimentaire une disposition spécifique qui repose sur un concept global, une approche globale, qui évoque aussi le secteur agroalimentaire et même les relations commerciales transfrontalières. Il ne s'agit pas de conférer de nouvelles compétences à la Confédération, mais d'appuyer la politique agricole actuelle sur une base constitutionnelle claire.

Cela vaut en particulier pour l'article 104a lettre a, qui a d'ailleurs fait l'objet d'une petite question posée tout à l'heure par Monsieur Christian Wasserfallen, et qui prévoit que la Confédération doit veiller à la préservation des bases de la production agricole, notamment des terres cultivables. Cette disposition pourrait susciter quelques craintes parmi ceux qui considèrent que la Confédération ne doit pas développer encore davantage une politique centralisatrice et dirigiste en matière d'aménagement du territoire. Mais ce n'est pas le but de cette disposition, ce n'est pas le but du contre-projet. Il ne s'agit pas de conférer des compétences, des prérogatives additionnelles à la Confédération. En matière d'aménagement du territoire, c'est l'article 75 de la Constitution fédérale qui continuera de s'appliquer. Mais dès lors que le contre-projet se veut un concept global, il était évidemment nécessaire de mentionner également l'outil de base de l'agriculture, à savoir les terres cultivables.

Nous avons besoin de notre agriculture, nous pourrions même en avoir besoin encore davantage demain, autrement que nous le pensons, dans un monde globalisé. Il n'est évidemment pas question de vouloir assurer l'autosuffisance alimentaire de la Suisse, mais nous devons veiller à ne pas augmenter notre dépendance à l'égard des produits importés qui couvrent aujourd'hui entre 50 et 60 pour cent de nos besoins. La sécurité alimentaire n'est d'ailleurs pas seulement une question d'approvisionnement, mais c'est aussi une question de qualité. Or, les normes et les règles auxquelles les agriculteurs suisses doivent répondre sont beaucoup plus élevées qu'ailleurs, sans qu'il soit nécessaire de songer aux ragoûts scandales alimentaires qui secouent régulièrement le monde.

De plus en plus de consommateurs et de consommatrices suisses comprennent d'ailleurs que le prix ne peut pas être le seul critère de leurs choix et qu'une agriculture de proximité respectueuse de l'environnement permet mieux que le meilleur contrôle international de garantir des produits qui méritent le nom d'aliment.

Ce contre-projet répond dès lors aux attentes d'un large cercle de la population dans notre pays, et c'est pourquoi notre groupe le soutiendra.

Walti Beat (RL, ZH): Die FDP-Liberale Fraktion hat sich mehrheitlich gegen die Initiative des Bauernverbandes ausgesprochen, und das ist auch heute noch unsere Position. Wir halten es nicht für zielführend, das Gleichgewicht der Ziele in der AP 2014–2017 durch einen neuen, unklaren Fokus auf die landwirtschaftliche Produktion zu stören.

Nun liegt ein Gegenvorschlag vor, der in der Kommission beraten wurde. Er will, wie wir gehört haben, keine expliziten Änderungen an den geltenden Zielen der Landwirtschaftspolitik vornehmen, er soll keinen gesetzgeberischen Handlungsbedarf auslösen und keine neuen Subventionstatbestände schaffen.

Die Frage ist: Ist das Glas nun halbleer oder halbvoll? Zugute halten darf man dem Gegenvorschlag immerhin, dass er die Ernährungssicherheit loslöst von der Frage der reinen landwirtschaftlichen Produktion und dass er die Ernährungssicherheit gleichsetzt mit der ganzen Wertschöpfungskette – wie wir verschiedentlich gehört haben – vom Feld bis zum Teller.

Nun geht es natürlich angesichts dieser Ausgangslage darum, die argumentative Lufthoheit aus der Sicht der jeweils unterstützenden Kräfte zu gewinnen, und so will ich das aus liberaler Werte auch tun für die einzelnen Literae des Gegenvorschlages.

Litera a thematisiert den Kulturlandschutz und damit das Kernanliegen der Initiative. Ich sage hier noch einmal: Nicht beabsichtigt ist eine Neuerfindung der Raumplanungspolitik. Artikel 75 der Bundesverfassung und die Gewichtungen gemäss RPG sollen weiterhin unverändert gelten. Das ist der Konsens in der Kommission und auch die Meinung der FDP-Liberalen Fraktion.

Litera d ist eine bemerkenswerte Erweiterung des Themenspektrums im Gegenvorschlag. Sie thematisiert sehr zu Recht die Bedeutung der grenzüberschreitenden Handelsbeziehungen für die Ernährungssicherheit. Bei einem Selbstversorgungsgrad von plus/minus 50 Prozent liegt die Bedeutung dieser grenzüberschreitenden Handelsbeziehungen auf der Hand. Sie sind auch für die verarbeitende Industrie, die eben für die Ernährungssicherheit auch eine sehr wichtige Rolle spielt, sehr wichtig. Offene Märkte bei Beschaffung und Absatz sind eine wichtige Voraussetzung für eine funktionierende Nahrungsmittelindustrie.

Diese Landwirtschaft soll dann auch nachhaltig sein. Da erinnere ich gerne an die sogenannte Triple Bottom Line: Nachhaltig heisst eben nicht nur ökologisch und sozial ausgewogen, sondern auch langfristig ökonomisch tragfähig, und das wäre bei einem ausgebauten Grenzschutz und einer massiven Subventionswirtschaft sicher nicht gegeben – das wäre alles andere als ökonomisch tragfähig.

An diese Bemerkungen schliesst nahtlos Litera c des Gegenvorschlages an, dass die Land- und Ernährungswirtschaft sich an den Bedürfnissen des Marktes ausrichten soll. Das ist ja eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Man könnte auch sagen: Die Menschen sollen nicht essen müssen, was die Land- und Ernährungswirtschaft produzieren will, sondern diese soll produzieren, was die Menschen essen wollen – eben eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Marktgerechte Produkte und funktionierende Märkte sind denn auch die beste Gewähr für einen ressourcenschonenden Umgang mit Lebensmitteln, wie ihn Litera e des neu vorgeschlagenen Verfassungsartikels fordert. Wer allerdings in diesem Passus die Grundlage für ein missionarisches Anti-Food-Waste-Erziehungsprogramm oder dirigistische Massnahmen für die Nahrungsmittelindustrie sieht, der darf mit dem erbitterten liberalen Widerstand rechnen, wenn denn solche Vorschläge auf den Tisch kommen sollten. Diese Bemerkung gilt unabhängig davon, ob Litera e bestehen bleibt oder ob der Einzelantrag Wasserfallen eine Mehrheit finden wird.

Zum Antrag der Minderheit Aeschi Thomas möchte ich mich nicht lange äussern. Ich empfehle Ihnen, diesen abzulehnen. Ich habe auch nie ganz verstanden, worum es wirklich geht; diese rechnerische Logik scheint mir doch sehr begrenzt in Umfang und Bedeutung. Ich war auch nicht ganz sicher, ob die Forderung sei, dass man für die Landwirtschaft keine ausländischen Arbeitskräfte mehr zulassen soll, aber das wurde ja vom Antragsteller nicht erwähnt.

Ich möchte zusammenfassend festhalten, dass ein neuer Artikel 104a in der Bundesverfassung im Sinne des Gegenvorschlages eben durchaus liberal verstanden werden kann und keine Basis für protektionistische oder dirigistische Massnahmen bieten soll.

In diesem liberalen Verständnis empfehle ich Ihnen mit der FDP-Liberalen Fraktion, dem Gegenvorschlag zuzustimmen, die Minderheit Aeschi Thomas abzulehnen und auch den Einzelantrag Dettling abzulehnen, der dieses fein austarierte Gleichgewicht fundamental infrage stellen würde und zur Folge hätte, dass wir das ganze Projekt ablehnen würden, sollte er sich denn durchsetzen.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Die SP hat die Ernährungssicherheits-Initiative des Bauernverbandes geschlossen abgelehnt, weil der Verfassungstext unklar ist, weil er nichts ändert, weil auch nach den Beratungen unklar blieb, was die Initianten eigentlich wollen.

Nun liegt ein Gegenvorschlag auf dem Tisch, und die Frage stellt sich schon: Braucht es den? Denn der bestehende Landwirtschaftsartikel, Artikel 104 der Bundesverfassung, ist umfassend und hinreichend. Die Schweizer Bauernfamilien erhalten die weltweit höchsten Direktzahlungen zur Ergänzung des bäuerlichen Einkommens. Man kann durchaus das Fazit ziehen: Die Schweizer Landwirtschaft arbeitet heute unter gesetzlichen Voraussetzungen, welche ein sehr hohes Mass an Ernährungssicherheit ermöglichen. Es braucht demnach keine Verfassungsänderung. Für verband-interne Anliegen und Intentionen darf die Verfassung nicht missbraucht werden.

Es gibt aber auch gute Argumente für den Gegenvorschlag, wie ihn nun der Ständerat verabschiedet hat. Ich möchte ein paar davon aufzählen. Der Aspekt Ernährungssicherheit ist durchaus verfassungswürdig. Der Gegenvorschlag eliminiert Mängel des Initiativtextes. So ist beispielsweise die Übergangsbestimmung, die im Vorschlag des Bauernverbandes gesetzliche Änderungen verlangte, nicht mehr enthalten. Der Begriff "Ernährungssicherheit" wird im Gegenvorschlag auch klarer umschrieben. Der Handel beispielsweise wird explizit erwähnt, und er soll dazu beitragen. Es geht also nicht allein um die inländische Produktion. Dieser Handel soll sich fair entwickeln, wie es unter Litera d beschrieben wird. Es geht um "grenzüberschreitende Handelsbeziehungen, die zur nachhaltigen Land- und Ernährungswirtschaft beitragen." Das dient den Konsumentinnen und Konsumenten, es nimmt aber auch Anliegen der Fair-Food-Initiative auf.

Die inländische Lebensmittelproduktion soll gemäss Litera b standortangepasst und ressourceneffizient sein. Auch ich möchte, wie schon der Kommissionssprecher, auf den Bericht der WAK Ständerat verweisen, der klar darlegt, was damit gemeint ist. Die Belastung der natürlichen Ressourcen soll nicht zunehmen. Die Landwirtschaft soll nicht intensiviert werden. Ich zitiere aus diesem Bericht auf Seite 12: "Unter standortangepasster Produktion ist einerseits die Ausnutzung des agronomischen Potenzials für die Lebensmittelproduktion zu verstehen. Andererseits wird damit zum Ausdruck gebracht, dass sich die Produktion innerhalb der ökologischen Grenzen bewegen soll bzw. die Tragfähigkeit der Ökosysteme nicht überbelastet werden darf. Eine Verbesserung der Ressourceneffizienz soll dazu beitragen, die Beanspruchung der Ressourcen und die Emissionen in die Umwelt unter Erhaltung des Beitrags der Inlandproduktion zur Versorgungssicherheit zu reduzieren ... Nur eine Inlandproduktion, die dem Nachhaltigkeitsprinzip gerecht wird, kann langfristig eine tragende Säule der Versorgungssicherheit bleiben." So der Bericht der WAK Ständerat. Das unterstützen wir ausdrücklich und vollumfänglich.

Ausserdem, und das ein weiteres Argument für den Gegenvorschlag, wird unter Litera e der Aspekt von Food Waste in die Verfassung aufgenommen, mit der expliziten Forderung nach einem ressourcenschonenden Umgang mit Lebensmitteln. All diese Aspekte des Gegenvorschlages begrüsst die SP-Fraktion. Er enthält nichts, was wir bekämpfen oder ablehnen müssten. Nochmals: Wir unterstützen ausdrücklich die Interpretation des Textes, wie sie der Ständerat vorgenommen hat.

Wird der Gegenvorschlag nun aber mit protektionistischen Elementen ergänzt, wie im Einzelantrag Dettling, so können wir das nicht mehr unterstützen. Ohne importierte Lebensmittel müsste die Inlandproduktion beim heutigen Konsumverhalten so stark intensiviert werden, dass die Ökosysteme massiv überfordert würden. Hingegen ist in einer Gesamtbetrachtung des Gegenvorschlages auch der Aspekt des ressourcenschonenden Umgangs mit Lebensmitteln wichtig.

Daher gilt auch für den Einzelantrag Wasserfallen: Er gefährdet die Akzeptanz des Gegenvorschlages, wir lehnen ihn ab. Ebenso dezidiert lehnen wir den Minderheitsantrag Aeschi Thomas ab, der zur Sicherstellung der Versorgung der Bevöl-

kerung mit Lebensmitteln eine wortgetreue Umsetzung von Artikel 121a der Bundesverfassung verlangt. Mit diesem Zusatz würde wohl manche Ernte auf dem Feld liegenbleiben, weil die ausländischen Erntehelfer fehlen würden. Ob angesichts der fast ausschliesslich ausländischen Arbeitskräfte in den Schlachthöfen dann die Grillsaison noch mit Schweizer Fleisch beworben werden könnte, ist doch sehr fraglich.

Der Gegenentwurf bestärkt die aktuelle Agrar-, Umwelt- und Raumplanungspolitik des Bundes – der Kulturlandaspekt wurde auch schon erwähnt – und schafft keinen gesetzgeberischen Handlungsbedarf. Er bezieht die gesamte Wertschöpfungskette mit ein, nimmt sich der Markt- wie auch der Ressourcenfrage an und verzichtet auf rückwärtsgewandte oder gar protektionistische Elemente, die negative volkswirtschaftliche Auswirkungen entfalten können. Der Weg der Schweizer Landwirtschaft in Richtung einer standortgerechten, ökologisch vorteilhaften Produktion wird bewusst nicht infrage gestellt, sondern sogar gestärkt.

Daher unterstützt die SP-Fraktion den Gegenvorschlag so, wie ihn der Ständerat verabschiedet hat, und wird darauf eintreten.

Campell Duri (BD, GR): Die BDP-Fraktion wird dem direkten Gegenvorschlag zur Volksinitiative "für Ernährungssicherheit" zustimmen, weil hier Grundsätze in die Verfassung geschrieben werden sollen, hinter denen die BDP sehr gut stehen kann und stehen will. Die Förderung einheimischer Produkte sowie wirksame Massnahmen gegen den Kulturlandverlust gehören zu den zentralen Pfeilern der Schweizer Landwirtschaft. Diese wollen wir mit dieser Vorlage in der Bundesverfassung verankern. Leider ist der Passus "er sorgt dafür, dass der administrative Aufwand in der Landwirtschaft gering ist", gestrichen worden, mit dem Argument, man wolle diesen Aufwand in der gesamten Wirtschaft abbauen. Die BDP hofft, dass dies nicht nur ein Lippenbekenntnis ist, sondern auch umgesetzt wird. Darum müssen wir uns alle in diesem Haus bemühen.

Steuerung der Zuwanderung und Ernährungssicherheit haben nichts Gemeinsames. Darum wird die BDP-Fraktion den Minderheitsantrag Aeschi Thomas nicht unterstützen. Wir staunen immer wieder, wie die SVP ihre Hauptthemen bewirtschaftet.

Ebenfalls wird die BDP-Fraktion den Antrag Wasserfallen nicht unterstützen. Wir vertreten die Meinung, dass man mit Lebensmitteln schonend umgehen soll.

Die BDP will ein verlässlicher Partner unserer Bäuerinnen und Bauern sein. Deshalb wird die BDP-Fraktion einstimmig für Eintreten stimmen.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Wir Grünliberalen haben uns bereits ausführlich zur rätselhaften Initiative des Bauernverbandes geäussert. Ich mache es heute kurz und gehe auf den Gegenvorschlag ein.

Wir haben inhaltlich nichts gefunden, was gegen den vorliegenden Text des Gegenentwurfs spricht. Der Ständerat hat festgehalten, dass kein Protektionismus darin enthalten ist. Es wäre darum nicht zulässig, in diesen Text irgendwelche protektionistischen Massnahmen hineinzuzinterpretieren. Aus Sicht der Ständeratskommission, die den Entwurf gemacht hat, gilt, dass der Gegenentwurf die Ausrichtung der Agrarpolitik 2014–2017, den eingeschlagenen Weg, weiterverfolgt. Er enthält keine rückwärtsgewandten oder gar protektionistischen Elemente, die negative volkswirtschaftliche Auswirkungen entfalten könnten. Die Kommission schliesst die Intensivierung und die weitere Förderung der Inlandproduktion explizit als Inhalt des Gegenvorschlages aus. Auch der Einzelantrag Dettling erübrigt sich darum. Er ist nicht vereinbar mit dem Projekt, das die Kommission verabschiedet hat.

Die Kommission hat auch festgehalten, dass es, natürlich neben anderen Punkten, eine Schnittmenge der drei Volksinitiativen gibt – der Fair-Food-Initiative, der Volksinitiative "für Ernährungssicherheit" und der Volksinitiative "für Ernährungssouveränität". Diese Schnittmenge ist: mehr Marktregulierung, weniger Importe und ein höheres landwirtschaftliches Einkommen durch höhere Lebensmittelpreise. Genau dies eignet sich aus Sicht der Kommission aber nicht als In-

halt des Gegenentwurfes, weil diese Forderungen nicht auf der Linie der Agrarpolitik des Bundes liegen.

Wir sehen also, was hier alles nicht drin ist. Es ist kein Protektionismus drin, keine Vorzugsbehandlung der Inlandproduktion, im Gegenteil. Wenn wir Grünliberalen etwas herauslesen wollen, dann ist es vielleicht etwas mehr Kulturlandschutz, vielleicht eine stärkere Betonung der Handelsbeziehungen. Aber wie der Kommissionssprecher gesagt hat: Dieser Vorschlag hätte keine Gesetzesänderungen zur Folge. Man könnte also meinen, der Ständerat hätte hier eine eierlegende Wollmilchsau geboren.

Wir haben trotzdem Mühe mit diesem Gegenvorschlag. Ich habe deshalb in der Kommission auch einen Nichteintretensantrag gestellt, aber er hat leider wenig Unterstützung erhalten. Wir haben darum Mühe, weil hier der Prozess in Gang gesetzt wird, diese Übung überhaupt zu veranstalten. Sie legen uns eine leere Hülle als Initiativprojekt vor, eine inhaltslose Initiative, für die es keinen Handlungsbedarf gibt, ausser dem, die eigenen Reihen zu schliessen. Sie konnten uns auch nicht beantworten, welche gesetzgeberischen Änderungen Sie fordern und aus der Initiative ableiten. Wir haben keine Antworten erhalten.

Die Räte und die Verwaltung werden hier bemüht, diese leere Hülle zu füllen. Womit füllen wir sie? Wir füllen sie mit dem Status quo, der aktuellen Agrarpolitik. Das steht alles schon in der Verfassung drin. Wir schreiben es einfach noch einmal rein, etwas schöner vielleicht. Es steht dann einfach doppelt drin. Aber es ist eine bürokratische Übung, die eigentlich nicht verfassungswürdig ist. Ich habe den Eindruck, es handelt sich einfach um eine Marketingkampagne des Bauernverbandes. Das schadet nichts, aber – seien wir ehrlich – es ist einfach nicht nötig.

Ritter Markus (C, SG): Zuerst meine Interessenbindung: Ich bin aktiver Bauer, Präsident des Schweizer Bauernverbandes und auch Präsident des Initiativkomitees der Initiative "für Ernährungssicherheit".

Die CVP-Fraktion wird auf die Vorlage 2, den Gegenvorschlag zur Volksinitiative "für Ernährungssicherheit", eintreten und in der Folge jeweils den Anträgen der Kommissionsmehrheit zustimmen.

Die Volksinitiative "für Ernährungssicherheit" wurde am 8. Juli 2014 mit 147 812 gültigen Unterschriften eingereicht. Die Initiative kam nach einer Sammelzeit von nur rund drei Monaten zustande; das war das erfolgreichste Sammelergebnis seit über zwanzig Jahren. Wir stellen fest, dass viele Leute dieses Anliegen teilen.

Am 14. Januar 2015 lancierte der Bundesrat selber einen direkten Gegenvorschlag zur Volksinitiative "für Ernährungssicherheit". In seinem Bericht schrieb er damals: "Die Sicherstellung der Ernährungssicherheit auf globaler Ebene stellt eine der zentralen Herausforderungen des 21. Jahrhunderts dar. Auch die Schweiz ist diesbezüglich mit verschiedenen Herausforderungen konfrontiert, weshalb der Bundesrat vorschlägt, der Initiative 'für Ernährungssicherheit' einen direkten Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Der Bundesrat will so die Anliegen der Bevölkerung aufnehmen und die Ernährungssicherheit der Schweiz umfassend und langfristig stärken." Die CVP-Fraktion teilte schon damals die Meinung des Bundesrates und der Initianten, dass eine Verfassungslücke besteht und diese angesichts der grossen Herausforderungen der Zukunft geschlossen werden muss.

Nachdem der Bundesrat seinen direkten Gegenvorschlag nach der Vernehmlassung überraschend nicht weiterverfolgt hat, wurde im Nationalrat am 9. März 2016 nur über die Initiative "für Ernährungssicherheit" debattiert. Die Initiative wurde nach einer langen Debatte mit 91 zu 83 Stimmen bei 19 Enthaltungen zur Annahme empfohlen. In der Folge beugte sich die ständerätliche Kommission für Wirtschaft und Abgaben über dieses Geschäft und entschied am 3. November 2016, dem Ständerat einen direkten Gegenvorschlag vorzulegen, der vom Ständerat am 29. November 2016 mit 38 zu 4 Stimmen sehr deutlich gutgeheissen wurde. Die CVP-Fraktion hatte diesen Gegenvorschlag einstimmig zur Annahme empfohlen. Die nationalrätliche Kommission für Wirtschaft und

Abgaben entschied am 24. Januar 2017 mit 20 zu 1 Stimmen bei 3 Enthaltungen ebenfalls, den unveränderten Gegenvorschlag des Ständerates zu unterstützen.

Das Konzept des Ständerates hatte die Kommission überzeugt und hatte daher eine sehr klare Zustimmung erhalten. Der Ständerat schlägt ein Konzept vor, das vom Feld bis zum Teller geht. Das heisst, dass alle Bereiche, die in unserem Land einen Beitrag zur Ernährungssicherheit leisten können, auch berücksichtigt und erwähnt werden sollen. Es ist in der Systematik und auch in der Thematik richtig, dass entsprechende Formulierungen in der Bundesverfassung verankert werden.

Die CVP-Fraktion hat in diesem Zusammenhang zur Kenntnis genommen, dass die Initianten den Rückzug ihres Begehrens in Aussicht gestellt haben, falls der uns vorliegende Gegenentwurf gemäss Mehrheit Ihrer Kommission von beiden Räten unverändert in der Schlussabstimmung gutgeheissen wird. Die CVP-Fraktion erachtet es als richtig, dass zur Ernährungssicherheit ein Artikel 104a formuliert wird, der direkt an Artikel 104 Bundesverfassung zur Landwirtschaft anschliesst. Damit wären in der Bundesverfassung nebeneinander die landwirtschaftliche Produktion als Auftrag mit all ihren Facetten und auch die umfassend zu verstehende Ernährungssicherheit verankert. Im Vergleich zur bundesrätlichen Version des Gegenvorschlages ist auch der Einleitungssatz, wie ihn die Kommission und der Ständerat in ihrer Fassung vorgesehen, besser, da er kürzer und damit prägnanter und auch präziser abgefasst worden ist.

Zu den einzelnen Buchstaben des Gegenvorschlages stellt die CVP-Fraktion Folgendes fest:

Buchstabe a: Die bäuerlichen Familienbetriebe sind mit ihrem Know-how die Grundlage der Produktion. Wir benötigen für die Produktion aber auch Kulturland, Wasser und Luft. Beim Kulturland geht es sowohl um die landwirtschaftlichen Nutzflächen als auch um die Sömmerungsflächen, welche rund eine Million Hektaren beziehungsweise 500 000 Hektaren umfassen. Unter der "Sicherung der Grundlagen für die landwirtschaftliche Produktion" versteht die CVP-Fraktion aber auch die Bildung, Forschung und Beratung – das sind wichtige Kernelemente für eine funktionierende und erfolgreiche Landwirtschaft.

Buchstabe b: Die Lebensmittelproduktion muss einerseits standortangepasst sein, sich damit also auf die lokalen Bedingungen ausrichten, gleichzeitig aber auch der Ressourceneffizienz Rechnung tragen. Darunter verstehen wir vor allem, dass zum Boden Sorge getragen wird, mit qualitativ hochstehendem Wasser und guter Luft produziert werden kann und auch dem Tierwohl ein zentrales Gewicht beigemessen wird. Zur Ressourceneffizienz gehört für uns aber auch ein präziser, auf die Speicherkapazität des Bodens und der Aufnahmefähigkeit der Wurzeln der Pflanzen ausgerichteter Hofdüngereinsatz, dank welchem Stickstoffemissionen gering gehalten werden können.

Es gehört aber auch die Tierzucht dazu, denn wir wollen Rassen, die das Schweizer Raufutter optimal verwerten und mit möglichst wenig Kraftfutter auskommen. Weiter gehören dazu auch eine moderne, an die Schweizer Verhältnisse angepasste Pflanzenzucht sowie neue technologische Methoden wie Smart Farming.

Buchstabe c: Es ist den Bauernfamilien ein grosses Anliegen, für den Markt zu produzieren und den Bedürfnissen und Anliegen sowie den Wünschen der Konsumentinnen und Konsumenten gerecht zu werden. Damit dies möglich ist, sind sie auf funktionierende Wertschöpfungsketten angewiesen. Die gesteckten Ziele können nur im Verbund mit der Verarbeitung und dem Handel sowie im Dialog mit den Konsumentinnen und Konsumenten erreicht werden.

Buchstabe d: Ohne grenzüberschreitende Handelsbeziehungen können Landwirtschaft und Ernährungssicherheit nicht funktionieren. Wir sind auf den Import von Produktionsmitteln, die wir in der Schweiz nicht haben, angewiesen. Wir brauchen auch Maschinen und Treibstoffe, damit unsere Landwirtschaft betrieben werden kann. Ausserdem ist die uns zur Verfügung stehende Fläche begrenzt; zurzeit produzieren wir rund 60 Prozent der von der Schweizer Bevölkerung konsumierten Lebensmittel.

Allerdings wird durch die CVP-Fraktion die zentrale und primäre Bedeutung der Inlandproduktion für die Ernährungssicherheit hervorgehoben. Herr Bundesrat Schneider-Ammann hat diese im Ständerat als zentralen Pfeiler implizit und explizit erwähnt und unterstrichen, dass die Produktion der Schweizer Landwirtschaft nicht reduziert werden darf.

Von Bedeutung in diesem Zusammenhang ist für uns auch der Verweis auf die Nachhaltigkeit: Die CVP-Fraktion unterstützt das Anliegen, dass der grenzüberschreitende Handel zu einer nachhaltigen Land- und Ernährungswirtschaft beitragen soll. Damit können wir eine bedeutende Grundlage schaffen.

Buchstabe e: Wir müssen dem Food Waste entgegenreten. Auf Stufe der Konsumentinnen und Konsumenten setzen wir, in Zusammenarbeit mit den Konsumentenschutzorganisationen, vor allem auf Information und Sensibilisierung. Die Lebensmittel haben in unserem Verständnis nicht nur einen Preis, sondern einen hohen Wert, und wir sollten sorgsam mit ihnen umgehen.

Die CVP-Fraktion erachtet es als notwendig, dass die Ernährungssicherheit in der Bundesverfassung verankert wird und damit auch der Schweizer Landwirtschaft für die Zukunft klare Perspektiven gegeben werden. Die CVP-Fraktion trägt den neuen Verfassungsartikel 104a aus Überzeugung mit und freut sich, dass ein breit getragener Kompromiss zu diesem wichtigen Anliegen gefunden worden ist.

Zu Artikel 104a des Gegenvorschlages: Hier liegt bei Buchstabe f die Minderheit Aeschi Thomas vor. Wir werden diese Minderheit Aeschi ablehnen. Es ist in der Tat so, dass die Zuwanderung auf den Selbstversorgungsgrad einen Einfluss haben kann. Es ist aber auch so, dass die Gesamtauslegung der Verfassung auch in Zusammenhang mit dem neuen Verfassungsartikel andere Verfassungsartikel einschliesst. Da gehört auch Artikel 121a der Bundesverfassung dazu. Es ist deshalb nicht notwendig, hier in diesem neuen Verfassungsartikel speziell einen Verweis auf andere Verfassungsartikel zu machen. Wir tun das auch nicht auf Artikel 75 "Raumplanung" oder Artikel 104 "Landwirtschaft". Daher werden wir diesen Minderheitsantrag ablehnen.

Dann ist es so, dass wir noch zwei Einzelanträge auf dem Tisch haben. Zum Einzelantrag Dettling: Hier sehen wir, dass wir in den Buchstaben a und b bereits auf die einheimische Produktion Bezug genommen haben. Es ist wichtig, dass dies auch hier nochmals festgehalten wird. Eine zusätzliche Ergänzung dieses Verfassungsartikels erachten wir als nicht notwendig, damit dieser Konsens, der jetzt mit einer grossen Mehrheit im Ständerat und in der WAK-NR gefunden werden konnte, nicht aufgeschnürt wird.

Den Einzelantrag Wasserfallen werden wir ebenfalls ablehnen. Hier fehlt die Begründung auf dem Antrag. Wir wissen nicht genau, warum Buchstabe e gestrichen werden soll. Deshalb werden wir auch diesen Antrag ablehnen.

Ich bitte Sie, hier in allen Fragen der Kommission zu folgen, die Mehrheit zu unterstützen, die Minderheit und auch die Einzelanträge abzulehnen.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Ich stelle fest, dass Sie Ausführungen zu Literae a und d gemacht haben. Ich schliesse daraus, dass der Kulturlandschutz dann auch bei zukünftigen Raumplanungsrevisionen Vorrang hat vor der Nutzung ausserhalb der Bauzone, und bei Litera d schliesse ich daraus, dass Sie offenbar offen sind für ein Agrarfreihandelsabkommen mit der EU. Teilen Sie diese Meinung?

Ritter Markus (C, SG): Nein! Das ist ein rechtes Fragenpaket, das Sie hier gestellt haben. Es ist so, dass der Kulturlandschutz ein wichtiges Anliegen ist. Das Kulturland ist die Grundlage der landwirtschaftlichen Produktion, und es wird in der Interessenabwägung in der künftigen Raumplanung entscheidend sein, dass auch das Kulturland entsprechend gewichtet wird. Ich glaube, das kann heute niemand wegdiskutieren.

Bei Buchstabe d ist es so, dass wir diese Formulierung begrüssen, weil wir der Meinung sind, dass sowohl die Schweizer Landwirtschaft als auch die Ernährungswirtschaft auf funktionierende Handelsbeziehungen angewiesen sind. Wir

sind aber auch der Meinung, dass darin eben gerade die Nachhaltigkeit künftig eine höhere Bedeutung haben soll, und zugunsten der Nachhaltigkeit sollten wir natürlich auch schauen, wo diese Lebensmittel unter welchen Bedingungen produziert worden sind. Das wird für uns künftig in der Auslegung dieses Artikels ein bedeutender Faktor sein.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Sie haben in der Frühjahrssession des Jahres 2016 die Ernährungssicherheits-Initiative des Bauernverbandes knapp zur Annahme empfohlen. In der Zwischenzeit hat die WAK-SR einen Gegenentwurf zur Initiative ausgearbeitet. Der Ständerat hat diesen im November mit grosser Mehrheit gutgeheissen. Ihre vorberatende Kommission empfiehlt Ihnen ebenfalls mit sehr deutlichem Mehr, diesem Gegenentwurf zuzustimmen. Damit lehnen sowohl die WAK des Ständerates wie jene des Nationalrates die Initiative entschieden ab. Sie sind aber auch überzeugt, dass ein in der Verfassung verankertes Konzept zur Sicherung der Lebensmittelversorgung der kommenden Generation sinnvoll ist.

Der Bundesrat hat ebenfalls erwogen, der Initiative einen Gegenentwurf gegenüberzustellen. Aufgrund der mehrheitlichen Ablehnung in der Vernehmlassung hat er sich dann entschieden, die Initiative ohne Gegenentwurf zur Abstimmung zu bringen und zur Ablehnung zu empfehlen. In der Vernehmlassung wurde das umfassende Konzept des Bundesrates damals zwar grundsätzlich und mehrheitlich unterstützt, dessen Verankerung in der Verfassung aber, wie auch die Initiative selber, von einer Mehrheit der Teilnehmer abgelehnt.

Weshalb unterstützt jetzt der Bundesrat den Gegenentwurf? Der Gegenentwurf verfolgt einen ganzheitlichen Ansatz, der bei der Sicherung der landwirtschaftlichen Produktionsgrundlagen, insbesondere des Kulturlandes, beginnt und beim ressourcenschonenden Umgang mit Lebensmitteln endet. Letzteres beinhaltet auch die Reduktion von Lebensmittelabfällen.

Lassen Sie mich eine Bemerkung zum Kulturland einflechten: Es geht auf jeden Fall um die Sicherung der Fruchtfolgeflächen. Es geht also um die Sicherung der wertvollen Landwirtschaftsflächen. Wenn wir Landwirtschaft betreiben wollen, brauchen wir die Grundlagen, die Nutzflächen. Im Gegenentwurf wird das Kulturland als Grundvoraussetzung für die Ernährungssicherheit aufgeführt. Es wird darum gehen, sich auf kantonaler Ebene mit einem sparsameren Umgang mit Kulturland auseinanderzusetzen – Artikel 75 regelt die Kompetenzen zwischen dem Bund und den Kantonen.

Wir haben also etwa eine Million Hektaren landwirtschaftliche Nutzfläche zur Verfügung, davon 438 000 Hektaren Fruchtfolgeflächen. Es kommen dann noch etwa 500 000 Hektaren Alpweiden dazu. Auf dieser Basis soll zukünftig die bäuerliche Produktion stattfinden, und das muss sich selbstverständlich mit den räumlichen Ansprüchen des Wohnens einerseits und des Verkehrs andererseits vertragen. Der Bundesrat ist überzeugt, dass alle drei Bereiche geschickt nebeneinandergestellt und geführt werden können.

Zur Ernährungssicherheit beitragen sollen eine standortangepasste, ressourceneffiziente und auf den Markt ausgerichtete Land- und Ernährungswirtschaft sowie der grenzüberschreitende Handel. Auch die Inlandproduktion wird im Gegenentwurf mehrfach als wichtiger Pfeiler der Ernährungssicherheit explizit und implizit erwähnt. Auch hier eine Zwischenbemerkung: Wir haben in den letzten Jahren, gemessen an den Kilokalorien, mehr produziert als je zuvor – das ist die Grundlage für die Zukunft.

Die Schweiz ist heute auf wesentliche Lebensmittelimporte angewiesen und wird es auch in Zukunft sein. Ohne Importe kann die Ernährungssicherheit in unserem Land nicht nachhaltig sichergestellt werden; darin sind wir uns sicherlich auch einig. Der internationale Handel soll aber alle drei Pfeiler der Nachhaltigkeit, nämlich die ökologischen, die sozialen und die wirtschaftlichen Ansprüche, gleichwertig berücksichtigen. Diesem Umstand trägt der Gegenentwurf Rechnung. Fazit: Der Gegenentwurf basiert auf dem Konzept des Bundesrates und wurde durch den Ständerat weiterentwickelt.

Das Produkt, das wir jetzt vorliegen haben und über das wir entscheiden, ist ein gutes Produkt. Der Gegenentwurf berücksichtigt weiter die verschiedenen Anliegen der verschiedenen Stakeholder der Wertschöpfungskette, und er ist breit abgestützt. Der Gegenentwurf ist weder protektionistisch noch rückwärtsgewandt. Das ist eine entscheidende Voraussetzung für den künftigen Erfolg unserer Landwirtschaft. Es gibt keinen agrarpolitischen Kurswechsel, sondern wir gehen auf dem mit der bisherigen Agrarpolitik eingeschlagenen Weg weiter.

Eine Bemerkung zum Antrag der Minderheit Aeschi Thomas: Das Parlament hat in Sachen Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative entschieden. Dieser Antrag muss nur schon deshalb abgelehnt werden. Noch einmal: Die Ernährungssicherheit wird gewährleistet durch die Inlandproduktion, durch die vorhandenen Ressourcen, durch das Kulturland, das vorhanden bleiben muss, und auch durch die Inlandverarbeitung. Dass wir auf Importe angewiesen sind und immer waren, ist auch eine Binsenwahrheit. Also: Der Antrag der Minderheit Aeschi Thomas gehört abgelehnt.

Als Landwirtschaftsminister unterstütze ich den Gegenentwurf. Ich bitte Sie, dem Ständerat und der Empfehlung Ihrer Kommission zu folgen und dem Gegenentwurf zuzustimmen. Lassen Sie mich noch ganz kurz ein paar Bemerkungen machen zum Antrag Dettling: Die SVP-Fraktion hat den Antrag gestellt, den Gegenentwurf mit einem Passus zu ergänzen, wonach die Bevölkerung mit Lebensmitteln insbesondere aus inländischer Produktion zu versorgen sei. Ich habe es soeben gesagt: Wir haben in den fünf Buchstaben des Ihnen vorliegenden Artikels 104a zweimal explizit und zweimal implizit die inländische Produktion festgehalten. Es darf kein Zweifel daran bestehen, dass es so gemeint ist, wie es geschrieben ist, und es braucht keine zusätzliche Korrektur. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Dettling abzulehnen.

Ich bitte Sie auch, den Antrag Wasserfallen abzulehnen. Streichen Sie uns den Buchstaben e nicht! Der ressourcenschonende Umgang mit Lebensmitteln ist das abschliessende Element des umfassenden Konzepts der Versorgungssicherheit. Das bezieht sich auf alle Stufen der Lebensmittelketten – auf alle Stufen, also auch auf die Produktion, auf die Verarbeitung, auf den Handel, letztlich auch auf den Konsum, und da sind wir bereits bei der Food-Waste-Diskussion. Die neue Verfassungsbestimmung soll keine rechtliche Grundlage für eine künftige Bevormundung der Konsumenten sein. Mit der Berücksichtigung von Food Waste wird auch ein Anliegen der Fair-Food-Initiative in diesen Gegenentwurf aufgenommen.

Das gesagt habend, bitte ich Sie, dem Ständerat zu folgen, Ihrer Kommission zu folgen und dem vorliegenden Gegenentwurf zuzustimmen.

Hausammann Markus (V, TG): Kommissionssprecher Lüscher hat ausgeführt, dass mit dieser Verfassungsergänzung die einheimische Produktion die wichtigste, tragende Säule der Schweizer Lebensmittelversorgung bleiben soll. Sie haben von einem wichtigen Pfeiler gesprochen. Können Sie bestätigen, dass damit gleichzusetzen ist, dass mittels nachhaltiger Produktion der aktuelle Nettoselbstversorgungsgrad von rund 55 Prozent im Minimum beibehalten werden soll?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Herr Nationalrat Hausammann, ja, ich bestätige Ihnen, dass auch unsere Planungen und unsere Diskussionen darauf ausgehen, dass wir die netto 55 Prozent aus heimischer Schöpfung weiterhin erreichen wollen – bei möglicherweise wachsender Bevölkerung, notabene –, was in den letzten Jahren gelungen ist. Wenn ich also vielleicht etwas weniger deutlich nicht vom allerwichtigsten Pfeiler gesprochen habe, dann nehmen Sie mir jetzt bei der Antwort auf diese Frage Folgendes ab: Wenn man 60 Prozent einer Säule zuweisen kann, nämlich der einheimischen Produktion, dann ist das mit jeder Sicherheit das dominante Element. Das wird gepflegt und ausgebaut, und das ist wesentlichst für unsere Unabhängigkeit. Es darf kein Zweifel daran sein, dass wir das erreichen wollen. Deshalb habe ich auch betont, dass es das Kulturland braucht. Ich habe auch bewusst betont, dass das Kulturland in einer ge-

nügenden Dimension zur Verfügung stehen muss. Sie haben vorhin die von mir genannten Zahlen gehört.

Egloff Hans (V, ZH): Herr Bundesrat, wir haben von den Kommissionssprechern gehört, diese Verfassungsänderungen hätten keinen Einfluss auf die Gesetzgebung und würden direkt keine Gesetzesänderungen auslösen. Kollege Wasserfallen hat dann ausdrücklich beim Kommissionssprecher noch nachgefragt mit Bezug auf den Schutz des Kulturlandes. Ich möchte von Ihnen dieselbe Frage auch noch beantwortet haben: Ist es richtig, dass nach Annahme des Gegenvorschlages aus den neuen Verfassungsbestimmungen kein weiter gehender Kulturlandschutz abgeleitet werden kann?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Danke für die Frage, Herr Nationalrat Egloff. Es ist aus Sicht der landwirtschaftlichen Entwicklung nicht beabsichtigt, neue Gesetzesregeln einzuführen. Was offen ist – das muss wohl der ganzheitlichen Betrachtung zuliebe erwähnt werden –, ist die RPG-2-Phase. In welche Richtung sich das Dossier dort entwickelt, wissen Sie besser als ich.

Moret Isabelle (RL, VD): Monsieur le conseiller fédéral, j'ai une question concernant la lettre e du contre-projet. Comme vous le savez, une étude de l'Office fédéral de l'environnement démontre que l'industrie alimentaire – je suis présidente de la Fédération des industries alimentaires suisses – produit peu de déchets et que la grosse partie des déchets est produite par la consommation privée. La disposition prévue à la lettre e entraînera-t-elle beaucoup de réglementations nouvelles, inutiles pour l'industrie alimentaire?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Für uns ist entscheidend wichtig, Frau Nationalrätin Moret, dass wir die gesamte Wertschöpfungskette betrachten. Da haben wir wirklich allergrossten Wert darauf gelegt. Wir versuchen, über die gesamte Wertschöpfungskette, letztlich überall, zu optimieren. Optimieren heisst auch, Verluste zu reduzieren. So gesehen, werden auch Sie natürlich einen Beitrag leisten dürfen, leisten müssen, leisten wollen, um die internationale Wettbewerbsfähigkeit sicherzustellen. Aber wie gesagt: Es geht ohne zusätzliche Vorschriften, wenn es gemäss Plan des Bundesamtes für wirtschaftliche Landesversorgung weiterentwickelt wird.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Monsieur le conseiller fédéral, pouvez-vous confirmer que, dans le cadre du contre-projet, la production indigène est et restera le principal pilier de la sécurité alimentaire, ainsi qu'il est précisé dans le message relatif à l'initiative populaire "pour la sécurité alimentaire"?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Herr Nationalrat Bourgeois, ich habe das vorhin schon bestätigt. Es ist die Absicht, dass wir den Eigenversorgungsgrad von 60 Prozent brutto und 55 Prozent netto aufrechterhalten, sogar bei wachsender Bevölkerung. Das ist, so gesehen, das entscheidende Element in der gesamten Produktion, das gepflegt, gefördert und gefordert werden soll.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Herr Bundesrat, ich habe eine Frage, die mir Kollege Ritter nicht beantwortet hat, und zwar zu Litera d des Gegenvorschlages. Ist der Bundesrat immer noch der Auffassung, dass man einen EU-Agrarfreihandel anstreben muss? Kann Litera d dieses Artikels dafür eine Grundlage sein?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Litera d, Herr Nationalrat Wasserfallen, ist im Wesentlichen die folgende Ansage: Wir brauchen den grenzüberschreitenden Handel, damit wir unsere Ernährungssicherheit sicherstellen können. Das also ist die Idee, und das ist die grundlegende Überlegung. Wie wir das dann machen können, das werden wir in der Zukunft miteinander herauszufinden haben. Ich sage Ihnen heute nicht, dass es nie und nimmer einen Agrarfreihandel geben wird, ich weiss es schlicht nicht. Dass wir es anstre-

ben, das kann ich Ihnen auch nicht bestätigen, es ist nicht so, wir sind nicht in solchen Diskussionen und in solchen Überlegungen. Wir haben aber selbstverständlich den für das Land besten Weg zu finden, um die nachhaltige Ernährungssicherheit sicherzustellen. Der Wege sind verschiedene, wir lassen alle Möglichkeiten so weit wie irgendwie möglich offen, um dann im richtigen Moment die bestqualifizierte zu wählen.

Aeschi Thomas (V, ZG): Herr Bundesrat, Kommissionssprecher Beat Jans hat ausgeführt, dass dieser neue Verfassungsartikel keine gesetzgeberischen Konsequenzen nach sich ziehen werde. Stimmen Sie entsprechend zu, dass es seitens des Bundesrates auf Gesetzesstufe keine neue Regulierung zum Thema Food Waste geben wird?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Die Idee des Bundesrates ist, diese hier neu beschriebene Ernährungssicherheitspolitik ohne zusätzliche gesetzgeberische Grundlagen umzusetzen.

Pieren Nadja (V, BE): Herr Bundesrat, wie stellen Sie sicher, dass mit diesem Gegenvorschlag betreffend Kulturlandschutz die Gemüseproduktion, welche ja vor allem in Gewächshäusern erfolgt, nicht noch mehr beeinträchtigt wird?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Danke, Frau Nationalrätin Pieren. Ich habe vorhin die Zahlen aufgezählt zu den Hektaren, welche wir benötigen, um die landwirtschaftliche Produktion auf dem Niveau 60 Prozent brutto oder 55 Prozent netto zu erhalten. In diesen Flächen muss auch irgendwie noch die Gemüseproduktion gut und geeignet und optimiert ihren Platz finden. Ich zweifle überhaupt nicht daran, dass das möglich sein sollte.

Dettling Marcel (V, SZ): Ich sehe, der Nebel hat sich gelichtet. Die Aussage des Bundesrates war sehr klar. Er will die inländische Produktion stärken. Ich möchte mit meinem Einzelantrag das Rad nicht zurückdrehen, aber in die richtige Richtung lenken. Die Schweiz ist prädestiniert, gute und gesunde Nahrungsmittel herzustellen und zu produzieren. Unsere Bauernfamilien übernehmen diese Arbeit gerne für Sie. In diesem Sinne ziehe ich meinen Einzelantrag zurück, da die Aussage des Bundesrates in dieser Angelegenheit sehr klar war.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Danke!

Rösti Albert (V, BE): Herr Bundesrat, in Ergänzung zur Frage von Kollege Wasserfallen: Gehe ich, nachdem das Parlament hier auch den Agrarfreihandel mit der EU abgelehnt hat, richtig in der Annahme, dass Litera d nicht der Weg zum Freihandel mit der EU ist? Ja oder nein?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Noch einmal, Herr Nationalrat Rösti: Wir haben diesen grenzüberschreitenden Handel unter Buchstabe d festgehalten, um klarzumachen, dass es eine Produktion, die ausserhalb unserer Landesgrenze geschieht, braucht, damit wir die Ernährungssicherheit sichern können. Das ist die Ergänzung zu den 60 Prozent. Es wird nichts gesagt von Freihandelsabsichten gegenüber der Europäischen Union. Zum heutigen Zeitpunkt würde ich Ihnen sagen: Wir haben eine ganze Anzahl Dossiers offen mit einer Europäischen Union, die zuerst wieder etwas konsolidiert werden muss, mit einer Europäischen Union, die sich mit Brexit-Herausforderungen konfrontiert sieht. Es ist für mich unwahrscheinlich, dass wir das Thema in der nächsten Zeit überhaupt auf den Tisch bringen. Aber – das ist das Entscheidende – wir wollen die Ernährungssicherheit für jeden Moment sichergestellt wissen, und wir suchen uns die elegantesten Möglichkeiten.

Jans Beat (S, BS), für die Kommission: Vielen Dank für die Diskussion. Ich erlaube mir, nur noch ganz kurz aus Sicht der Kommission auf die Anträge einzugehen. Der Antrag der Minderheit Aeschi Thomas wurde von der Kommission mit 18 zu 7 Stimmen abgelehnt. Die Mehrheit

der Kommission ist der Meinung, dass Artikel 121a nicht mehr als einmal in der Bundesverfassung aufgeführt werden muss; wir sehen darin keinen Mehrwert.

Die Einzelanträge lagen der Kommission nicht vor. Ich darf einfach in Erinnerung rufen, dass dieser offensichtlich ausgesprochen breitabgestützte Gegenvorschlag – ich habe feststellen dürfen, dass keine einzige Partei diesen Gegenvorschlag ablehnt und dass auch im Ständerat diese Unterstützung so zum Ausdruck gekommen ist – auf zwei Fundamenten ruht:

Das erste ist das Gleichgewicht zwischen Produktion, Nachhaltigkeit und Handel; diese drei Aspekte sollen gleichwertig die Ernährung in der Schweiz sicherstellen. Nachdem Herr Dettling seinen Antrag zurückgezogen hat, ist dieses Gleichgewicht nicht gefährdet.

Das zweite Fundament ist dieses Gesamtkonzept, wonach Ernährung vom Feld bis zum Teller sichergestellt werden soll. In diesem Zusammenhang ist Buchstabe e entscheidend. Wenn Sie diesen gemäss dem Einzelantrag Wasserfallen herausbrechen, ist dieses Gesamtkonzept natürlich nicht mehr gegeben. Das würde wahrscheinlich im Ständerat wieder eine neue Diskussion auslösen.

Ich danke Ihnen in diesem Sinne für die Diskussion und bitte Sie, den Gegenvorschlag unverändert dem Verfassungsartikel der Initiative vorzuziehen. Wir erwarten entsprechend, dass der Schweizerische Bauernverband dann seine Initiative zurückzieht. Tut er das nicht, tritt dieser Gegenvorschlag nicht in Kraft.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

2. Bundesbeschluss über die Ernährungssicherheit (direkter Gegenentwurf zur Volksinitiative "für Ernährungssicherheit")

2. Arrêté fédéral relatif à la sécurité alimentaire (contre-projet à l'initiative populaire "pour la sécurité alimentaire")

Detaillberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 104a

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Dettling, Egloff, Matter, Rime, Tuena)

Bst. f

f. eine wortgetreue Umsetzung von Artikel 121a der Bundesverfassung ("Steuerung der Zuwanderung").

Antrag Dettling

Zur Sicherstellung der Versorgung der Bevölkerung mit Lebensmitteln, insbesondere aus inländischer Produktion, schafft der Bund Voraussetzungen für:

...

Schriftliche Begründung

Der Gegenvorschlag des Ständerates soll mit der Ergänzung "insbesondere aus inländischer Produktion" ergänzt werden. Die Initiative für Ernährungssicherheit hatte immer zum Ziel, die inländische Produktion von Lebensmitteln zu stärken. Der Gegenvorschlag des Ständerates ist zu diesem wichtigen Punkt der Initiative zu wenig klar formuliert. Verschiedene Kreise interpretieren den Gegenvorschlag diesbezüglich total

unterschiedlich. Es ist für unsere Schweizer Bauernfamilien wichtig, dass hier Klarheit geschaffen wird.

Antrag Wasserfallen

Bst. e

Streichen

Art. 104a

Proposition de la majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité

(Aeschi Thomas, Amaudruz, Dettling, Egloff, Matter, Rime, Tuena)

Let. f

f. une mise en oeuvre littérale de l'article 121a de la Constitution ("Gestion de l'immigration").

Proposition Dettling

En vue d'assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, de production indigène notamment, la Confédération crée des conditions pour:

...

Proposition Wasserfallen

Let. e

Biffer

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Der Einzelantrag Dettling ist zurückgezogen worden.

Bst. e – Let. e

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 15.050/14736)

Für den Antrag der Mehrheit ... 130 Stimmen

Für den Antrag Wasserfallen ... 61 Stimmen

(1 Enthaltung)

Bst. f – Let. f

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 15.050/14737)

Für den Antrag der Mehrheit ... 138 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(1 Enthaltung)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 15.050/14738)

Für Annahme des Entwurfes ... 173 Stimmen

Dagegen ... 7 Stimmen

(11 Enthaltungen)

1. Bundesbeschluss über die Volksinitiative "für Ernährungssicherheit"

1. Arrêté fédéral sur l'initiative populaire "pour la sécurité alimentaire"

Art. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Das Geschäft ist damit bereit für die Schlussabstimmung.

16.038

Finanzielle Mittel für die Landwirtschaft in den Jahren 2018–2021

Moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018–2021

Differenzen – Divergences

Nationalrat/Conseil national 15.09.16 (Erstrat – Premier Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 29.11.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 07.03.17 (Differenzen – Divergences)

Bundesbeschluss über die finanziellen Mittel für die Landwirtschaft in den Jahren 2018–2021 Arrêté fédéral sur les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2018–2021

Art. 1

Antrag der Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag der Minderheit
(Bertschy)
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 1

Proposition de la majorité
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition de la minorité
(Bertschy)
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Bertschy Kathrin (GL, BE): Wir möchten eine Abstimmung haben. Das ist der Grund, weshalb es diese Minderheit gibt. Die Landwirtschaft ist der einzige Politikbereich, in dem es keine Korrektur des Teuerungsausgleichs gegeben hat. Sie hat faktisch mehr Mittel als zuvor. Die Schweiz hat eine enorme Agrarstützung. Wir möchten das einfach gerne wieder einmal in Erinnerung rufen. Fast 60 Prozent des Gesamterlöses erzielt die Landwirtschaft durch Budgetmassnahmen des Bundes und durch den Grenzschutz, nicht durch den Verkaufserlös von Lebensmitteln. Das sind gegen 7 Milliarden Franken pro Jahr. Die Agrarstützung ist nirgends so hoch wie in Norwegen und der Schweiz. Das hohe Niveau des Grenzschutzes und der Direktzahlungen hat zur Folge, dass Landwirtinnen und Landwirte die Preis- und Marktsignale bei ihren Entscheidungen, was sie für Lebensmittel produzieren, zu wenig berücksichtigen. Die Landwirtschaft hat sich darum vom Unternehmertum entfernt. Es wird nicht mehr das produziert, was gute Einnahmen abwirft, was marktfähig ist, sondern es wird das produziert, was Direktzahlungen abwirft. So fördert der Gesetzgeber über das Budget eine kostenintensive Landwirtschaft, die abhängig ist. Sie ist abhängig von Vorleistungen, von Futtermitteln, von Maschinen. Wir setzen damit Fehlanreize für Investitionen in eine kostenintensive Landwirtschaft, die sich

sehr abhängig macht. Wir haben zum Beispiel Futtermittelimporte im Umfang von 1,5 Milliarden Franken pro Jahr – und das ist nur einer von vielen Posten. Der Produktivitätsgewinn der Landwirtschaft landet letztendlich nicht bei den Bauern, sondern in den vorgelagerten Branchen. Das kann es ja wohl nicht sein.

Wir weisen immer wieder darauf hin, ich wiederhole nur, was die Evaluation der OECD zutage gefördert hat, die dringend empfiehlt, das Stützungs niveau der Landwirtschaft zu reduzieren. Ökonomen würden hier von einem zunehmenden Grenzscha den reden, denn jeder zusätzliche Franken, den wir hier investieren, verursacht zunehmend einen Schaden, nicht mehr einen Nutzen. Das löst bei den Konsumentinnen und Konsumenten, aber auch für ökologische Schadensbehebung volkswirtschaftliche Folgekosten aus. Die Kosten sind langsam höher als das, was die Landwirte als Einkommen noch dazuverdienen. Die Bauernfamilien sind so für die künftigen Herausforderungen der Jahre, die auf uns zukommen, nicht gewappnet. Wir erweisen ihnen mit den hohen Zahlungen je länger, je mehr einen Bärendienst.

Es wäre besser, hier weniger einzugreifen und die Massnahmen zur Förderung von Produktion und Absatz abzuschaffen. Diese sind wettbewerbsverzerrend und stehen im Widerspruch zu übergeordneten Zielen der Schweiz wie beispielsweise dem Klimaabkommen, das der Rat letzte Woche genehmigt hat. Man kann diese reduzieren, man kann sie mittelfristig abschaffen, und es gilt auch, die Versorgungssicherheitsbeiträge zu reduzieren. Sie sind nicht an Leistungen, sondern an den Bodenbesitz gekoppelt. Diese hohen Beträge führen bei Landwirten häufig zu Überforderung, zu Fehlinvestitionen und damit zu Misswirtschaft. Es sind Beiträge, die für die Sicherung der Versorgung nicht notwendig sind.

Wir würden besser Mittel einsparen und damit einen Fonds aufbauen, welcher Ausstiegshilfen an Landwirtinnen und Landwirte ausrichtet und Abfederungsmassnahmen bei Agrarmarkttöffnungsschritten finanziert. Konkrete Leistungen abgeben für Biodiversität und Tierwohl, das wäre die ehrliche Antwort für die Zukunft der Landwirtschaftsbetriebe in der Schweiz. Es mag unpopulär sein, aber wir finden es verantwortungsvoller, als im Parlament jedes Jahr das Budget zu erhöhen oder die Landwirtschaft vor Kürzungen zu bewahren. Der Strukturwandel ist auch hier nicht aufzuhalten. Die Summe der staatlichen Direktzahlungen und weiteren Subventionen an einen landwirtschaftlichen Betrieb muss wieder in einem gesunden Verhältnis zum Ertrag stehen. Die Wertschöpfung der Branche und die Ökologie machen uns Sorgen, die Umweltziele werden allesamt nicht erreicht, das hat der Bericht des Bundesrates auf das Postulat zur Aktualisierung der Umweltziele aufgezeigt. Es gibt einen Zusammenhang zwischen den hohen Zahlungen des Bundes und dem Zustand der Branche, ihrer Wertschöpfung, aber auch einen Zusammenhang damit, wie es der Natur und der Umwelt geht. Dieser Zusammenhang ist negativ, wir sehen das immer deutlicher. Das Budget hoch zu halten ist ein Grundsatz, der für uns in die falsche Richtung geht. Dies ist auch der Grund, weshalb wir an einer Abstimmung festhalten wollen und uns für den tieferen Betrag des Bundesrates aussprechen.

Ritter Markus (C, SG): Ich lege auch hier meine Interessenbindung offen: Selber bin ich aktiver Landwirt und Präsident des Schweizer Bauernverbandes.

Die CVP-Fraktion wird die Mehrheit der Kommission für Wirtschaft und Abgaben unterstützen und damit die Minderheit Bertschy ablehnen. Damit werden wir auch dem Ständerat folgen.

Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben hat sich in ihrer Sitzung mit 19 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung dafür ausgesprochen, in dieser Frage dem Ständerat zu folgen. Wir sprechen hier zu diesem Geschäft, weil von Kollegin Bertschy die kleinstmögliche Minderheit gebildet wurde.

Der Ständerat hat übereinstimmende Entscheide bezüglich der Höhe der Beträge für die Landwirtschaft für das Stabilisierungsprogramm 2017–2019 und für den Zahlungsrah-